



Les Sans-Papiers ne sont pas dangereux, ils sont en danger Nous restons et resterons à leurs côtés

La défaite de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle et le changement de la majorité parlementaire avaient suscité l'immense espoir chez les Sans-Papiers de voir leur situation s'améliorer, or la nouvelle rentrée scolaire s'est avérée tout aussi catastrophique que les précédentes.

A Clermont comme partout en France, les situations administratives sont bloquées, des familles sont sans hébergement, d'autres sont logées et délogées de chambre d'hôtel insalubre en chambre d'hôtel insalubre, entravant ainsi la scolarisation sereine des enfants (instabilité, exigüité, problèmes de transport...), les associations caritatives sont débordées, les associations de soutien voient arriver de nouvelles personnes qui vivaient cachées depuis des années, les prix des titres de séjour sont toujours aussi exorbitants (800 euros environ pour une première demande)...

Certes, aujourd'hui on ne met plus d'enfants en centre de rétention, les Sans-Papiers malades et totalement démunis n'ont plus besoin de payer pour prétendre à l'Aide Médicale d'État et les étudiants étrangers qui terminent leurs études ne sont pas systématiquement expulsés. Pour nous, cependant, cela n'est pas une avancée : c'est tout simplement normal. Et ces soulagements ne sauraient constituer une politique nouvelle.

D'autant plus que cet été, le démantèlement des « camps occupés illicitement par des Roms » a battu des records : plus de 900 enfants, leurs parents, des personnes âgées ou malades, ont été contraints d'assister à l'écrasement de leurs cabanes ou de leurs caravanes, contraints d'errer dans les agglomérations, soumis à l'insécurité sociale, ou contraints de retourner en Roumanie, où ils sont systématiquement maltraités. La situation de ces "étrangers communautaires" a déclenché une vague d'hostilité rarement observée. Si l'occupation des terrains est "illicite", la maltraitance des personnes est, elle, illégale au sens des engagements internationaux de la France, placée récemment pour ces faits sous la double surveillance du Comité des Droits de l'Homme de l'ONU et le la Commission de l'Union européenne. Avec les associations nationales RomEurope et Comité pour les Droits des Enfants Roms à l'Éducation, nous demandons que les engagements pris soient immédiatement respectés".

Cette politique de rejet et d'expulsion n'a que trop duré. Les défaites de la droite aux élections présidentielles, sénatoriales puis législatives rendent possibles d'autres choix. Nous, militants aux côtés des Sans-papiers et demandeurs d'asile depuis de longues années entendons encore le faire savoir et le revendiquer.

Toutes et tous doivent rester ici, avec nous. C'est ici qu'ils ont choisi de vivre, c'est ici qu'ils travaillent, que leurs enfants vont à l'école, au collège et au lycée. C'est ici que d'autres ont choisi d'effectuer leurs études supérieures. C'est ici qu'ils tentent de se reconstruire une existence sereine.

Nous demandons donc :

- **La régularisation de tous les Sans-Papiers**
- **Un logement pour tous : *Un toit c'est un droit***
- **Un véritable droit d'asile**
- **La liberté de circulation et d'installation**
- **L'arrêt des poursuites contre les militantEs et la fin du délit de solidarité**

**MANIFESTATION
Samedi 13 octobre 2012
14H30 Place de la Victoire
CLERMONT-FERRAND**

Depuis le changement de majorité :

Une Obligation de Quitter le Territoire Français au mois d'août et la traque policière au mois de septembre pour le conjoint d'une française.

Doura DIABY, 26 ans est guinéen. Il est arrivé en France pour demander l'asile mais malgré les graves menaces qui pesaient sur lui dans son pays, sa demande d'asile a été rejetée.

En janvier 2011, il a rencontré Sylvie et ils sont tombés amoureux. Ils ont vécu ensemble quelques mois et se sont mariés, à la mairie de Beaumont, en Octobre 2011.

Lorsque Doura a demandé un titre de séjour en tant que conjoint de français, non seulement on le lui a refusé, mais **au mois d'août il a reçu une Obligation de Quitter le Territoire Français !** La raison invoquée est qu'il est entré sans visa (comme presque tous les demandeurs d'asile obligés de fuir leur pays dans l'urgence !)

Doura est un jeune homme que tout le monde apprécie, loyal et courageux. Depuis son arrivée à Clermont il travaille pour l'association « Les Mains Ouvertes ». Début Septembre il a été choisi pour faire une formation.

Mais le 17 Septembre des policiers sont venus à son domicile le chercher. Il était absent.

Maintenant il se cache.

Sylvie, son épouse – française – est terriblement inquiète et choquée.

Et avec elle, nous sommes tous choqués que le nouveau préfet, dès son arrivée, montre un tel zèle à faire appliquer des lois que nous espérions d'un autre temps !

Beaucoup de situations restent bloquées malgré les fortes mobilisations et les très nombreux soutiens de toute la gauche:

Suite à des représailles politiques **Lulzim SYLEJMANI et son épouse Valdete** ont dû fuir le Kosovo en 2009. Ils ont demandé asile en France et il leur semble incompréhensible de ne pas se voir reconnaître la qualité de réfugiés au vu des violences extrêmes qu'ils ont subies au Kosovo.

Le père de Lulzim, menacé de mort par les nationalistes albanais, a disparu en 1999. Leur vengeance s'est alors violemment exercée sur sa famille. Elle continue aujourd'hui encore : les paramilitaires de l'AKSH ne les oublient pas ...

Valdete, ne s'en est jamais remise et a sollicité un titre de séjour pour raison de santé en septembre 2010.

Ils ont été harcelés par la police, emmenés plusieurs fois en centre de rétention. Erjon, leur petit garçon né en France et qui n'était alors qu'un bébé est profondément traumatisé.

Ils vivent quotidiennement dans la peur et craignent à tout moment d'être renvoyés au Kosovo, auprès de leurs bourreaux. **Au mépris des droits humains les plus élémentaires.**

Xia Xia de nationalité chinoise, vit depuis plus de 10 ans en France. Avec son compagnon - en situation régulière - père de son enfant, elle tient un restaurant à Clermont. L'année dernière, la mobilisation avait été forte à l'école Albert Bayet après son arrestation et son enfermement en Centre de Rétention. Minyu, son petit garçon - âgé alors de 8 ans - né en France et scolarisé à l'école Albert Bayet, à Clermont, est lui aussi fortement traumatisé par l'arrestation de sa mère, leur séparation et le risque de son expulsion en Chine. Aujourd'hui, elle n'est toujours pas régularisée et vit, elle aussi, dans la crainte quotidienne d'être arrêtée puis expulsée, loin de son compagnon et de son fils.

Pourtant, la Convention Internationale des Droits de l'Enfant reconnaît à un enfant le droit absolu de vivre avec ses deux parents, droit qui est reconnu par des dispositions européennes et françaises.

Et puis... **Mme Rudari et ses deux filles**, dont l'une est handicapée, dé-logées d'hôtel en hôtel ; **Egzona et Suad**, deux jeunes majeurs lycéens de 18 et 20 ans sans logement ; **Krenare**, 20 ans expulsée, menottée durant le voyage et brutalisée au départ de Lyon, aujourd'hui au Kosovo loin de ses parents et de ses frères et sœurs, tous à Clermont, **les familles Bediji, Baftiu, etc, etc, etc.**

Nous sommes scandalisés de la façon dont ces hommes, ces femmes et ces enfants sont mal-traités. Nous demandons que leur soit accordé immédiatement un titre de séjour qui leur permettra de vivre en famille : avoir un toit, manger, travailler, aller à l'école, au collège et au lycée, faire des études, se soigner, être en sécurité... Ici, chez nous, chez eux.

Réunion tous les lundis - ouverte à toutEs - Centre Jean Richepin, local LDH à Clermont-Fd